

Unité départementale des Yvelines
35 rue de Noailles
Bâtiment B1
78000 Versailles

Versailles, le 22/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/09/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOBELOC

ZA Ouest Les Fontaines Chaudes
78660 Ablis

Code AIOT : 0006511836

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/09/2025 dans l'établissement SOBELOC implanté ZA Ouest Les Fontaines Chaudes 78660 Ablis. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le contrôle inopiné de l'établissement a été diligenté à la suite d'un signalement du SEASY (Syndicat de l'eau et de l'assainissement du Sud Yvelines) qui a effectué deux visites sur le site le 12/07/2024 et le 04/09/2025 à la suite de constats d'odeurs d'hydrogène sulfuré et de rejets aqueux impropres en provenance des installations.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOBELOC
- ZA Ouest Les Fontaines Chaudes 78660 Ablis
- Code AIOT : 0006511836
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SOBELOC-AUTIN emploie actuellement un effectif de 15 personnes. Les installations du site d'Ablis accueillent différentes activités à savoir :

- la réception de déchets de métaux ferreux et non ferreux, tri et regroupement ;
- la réception de déchets issus d'activités économiques (DAE) et tri, regroupement par famille : bois, papiers, cartons, gravats, déchets ultimes (résidus non triables) ;
- l'exploitation d'une presse-cisaille de métaux ferreux ;
- la dépollution de VHU.

Contexte de l'inspection : Pollution

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Incidents ou accidents	Arrêté Préfectoral du 11/06/2015, article 2.5.1	Sans objet
2	Equipements	Arrêté Préfectoral du 11/06/2025, article 4.3.6.3	Sans objet
3	Equipements	Arrêté Préfectoral du 11/06/2015, article 4.3.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Bien que le contrôle n'ait pas permis de relever de non-conformité, l'Inspection des installations classées recommande vivement à l'exploitant d'améliorer le suivi et la traçabilité des opérations de contrôle des organes du système de traitement de ses rejets aqueux. En effet, si l'exploitant est bien en mesure de prouver qu'il effectue un curage régulier de ses séparateurs et bassins, il n'est pas en mesure de prouver que ces curages sont le fruit de contrôles préventifs et non d'interventions curatives à la suite d'incidents d'exploitation.

De même, l'Inspection des installations classées rappelle à l'exploitant son devoir de compte-rendu des incidents et lui conseille de sensibiliser son personnel à la remontée d'informations lorsqu'il est approché par des entités extérieures (qu'elles soient étatiques, territoriales ou encore investies d'une mission de service public) ou par des plaignants particuliers.

Le SEASY affirme avoir visualisé un rejet aqueux pollué à la sortie de l'établissement, à la jonction entre le réseau privé et le réseau public. Cette information n'a pas pu être vérifiée par l'équipe d'inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Incidents ou accidents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2015, article 2.5.1
Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration d'incident
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'Inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.
Constats :

<p>Les rejets aqueux de l'établissement ont été à l'origine de deux déplacements d'équipes du SEASY (Syndicat de l'eau et de l'assainissement du Sud Yvelines) le 12/07/2024 et le 04/09/2025.</p> <p>L'Inspection des installations classées n'a reçu de plainte qu'en septembre 2025 pour le deuxième incident. Interrogé sur la raison pour laquelle il n'a pas prévenu l'Inspection, l'exploitant déclare ne pas avoir réalisé qu'il s'agissait d'un incident dont il fallait alerter l'Inspection des installations classées. Il explique que l'équipe du SEASY qui s'est déplacée n'a pas eu pour interlocuteur l'un des membres dirigeants de l'établissement. L'exploitant déclare que le compte-rendu de l'agent rencontré par l'équipe du SEASY n'a pas laissé imaginer que l'installation pouvait être en défaut.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit sensibiliser son personnel à la remontée d'information et, à l'avenir, informer sans délai l'Inspection des installations classées de tout contact avec les services municipaux, étatiques (ex : gendarmerie) ou investi d'une mission de service public (ex : SEASY) en raison d'une atteinte à l'environnement supposée ou effective.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Equipements

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2025, article 4.3.6.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, séparateur à hydrocarbures</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées sont traitées avant rejet par les équipements suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un séparateur à hydrocarbures de 40 l/s en amont des bassins enterrés étanches de 350 m3.
<p>Constats :</p> <p>Consécutivement à un rejet aqueux polluant survenu en juillet 2024 et à un déplacement d'une équipe du SEASY (Syndicat de l'eau et de l'assainissement du Sud Yvelines) sur site, l'exploitant déclare avoir fait compléter son dispositif de traitement de ses rejets aqueux d'un second séparateur d'hydrocarbures placé en aval de ses bassins de 350 m3.</p> <p>L'équipe d'inspection constate la présence dudit séparateur placé à l'entrée du site et se fait transmettre par courriel du 08/10/2025 la proposition technique et financière de la société ASSYST ENVIRONNEMENT qui a assuré la pose et la mise en service de l'équipement pour un montant de 67 200 € (cette opération a été précédée de travaux de réalisation d'une dalle pour un montant de 34 000 €).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Equipements

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2015, article 4.3.4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Entretien et conduite des installations de traitement</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

[...] les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'Inspection des installations classées.

Constats :

L'équipe d'inspection demande à l'exploitant de lui fournir les BSD des opérations de nettoyage des séparateurs du site antérieurs aux incidents du 04/09/2025 et du 12/07/2024.

L'exploitant transmet par courriel du 08/10/2025 les BSD suivants :

- n° 20250212-7JRNNM25J ;
- n° 20240715-J8SCQFHYK ;
- n° 20240527-ZVC76Y4RH ;
- n° 20231223-WHE4RX93F.

Ces BSD correspondent à des interventions de curage de séparateurs intervenues les 14/02/2025, 01/08/2024, 05/06/2024 et 29/12/2023 et à un enlèvement de boues hydrocarburées.

L'exploitant déclare réaliser un curage tous les mois environ ou plus si le niveau de remplissage le justifie.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'Inspection des installations classées conseille à l'exploitant de formaliser une procédure de contrôle trimestriel de sa chaîne de traitement de ses rejets aqueux et d'assurer une traçabilité de ces contrôles, lesquels devront permettre de s'assurer du bon fonctionnement de chaque organe, ainsi que d'un éventuel besoin de curage de ces derniers.

Type de suites proposées : Sans suite